

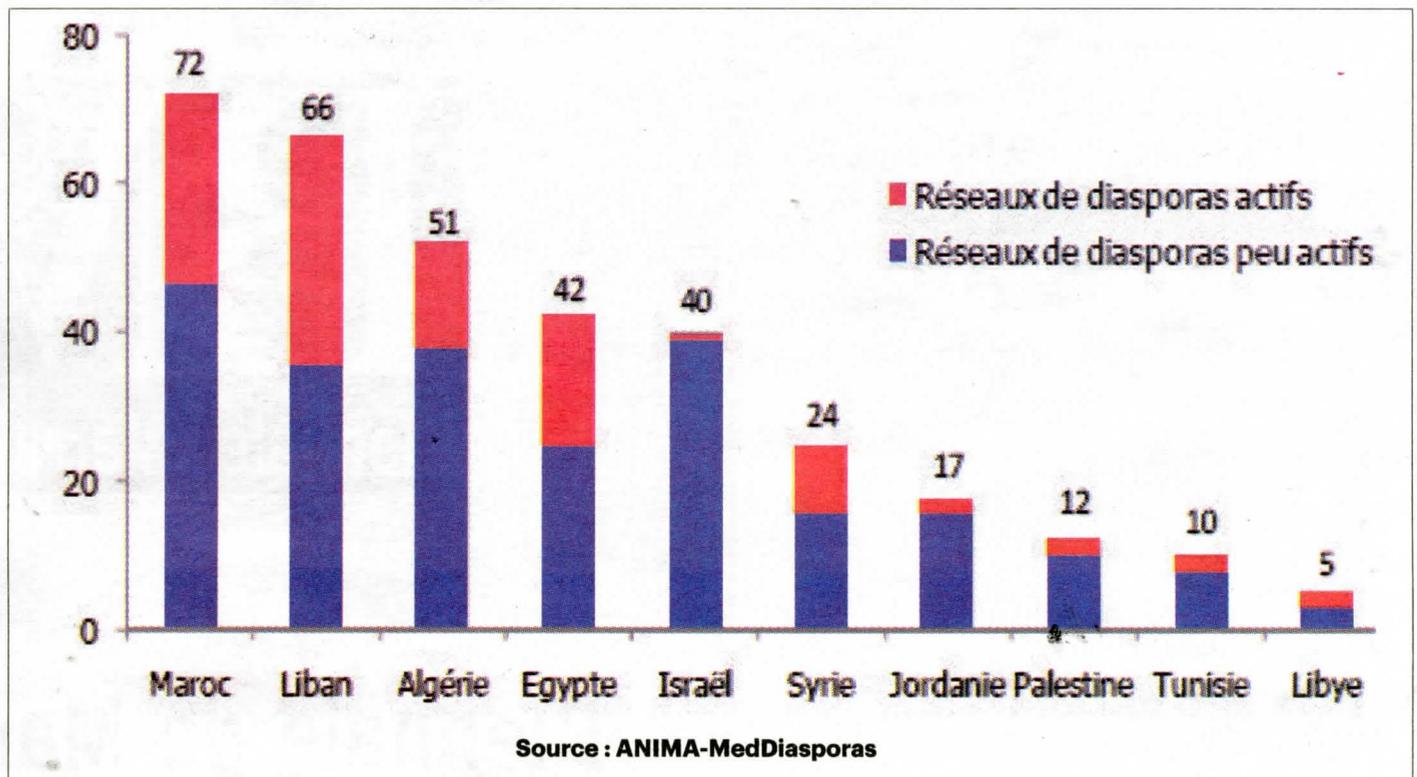
Méditerranée-Etude

Diaspora, le nouvel enjeu économique

► **ANIMA** initie une étude sur les diasporas méditerranéennes comme passerelles pour l'investissement, l'entrepreneuriat et l'innovation dans la région.

► **Le coût** du transfert d'argent est extrêmement cher.

► **Les Méditerranéens** croient « peu aux actions collectives ».



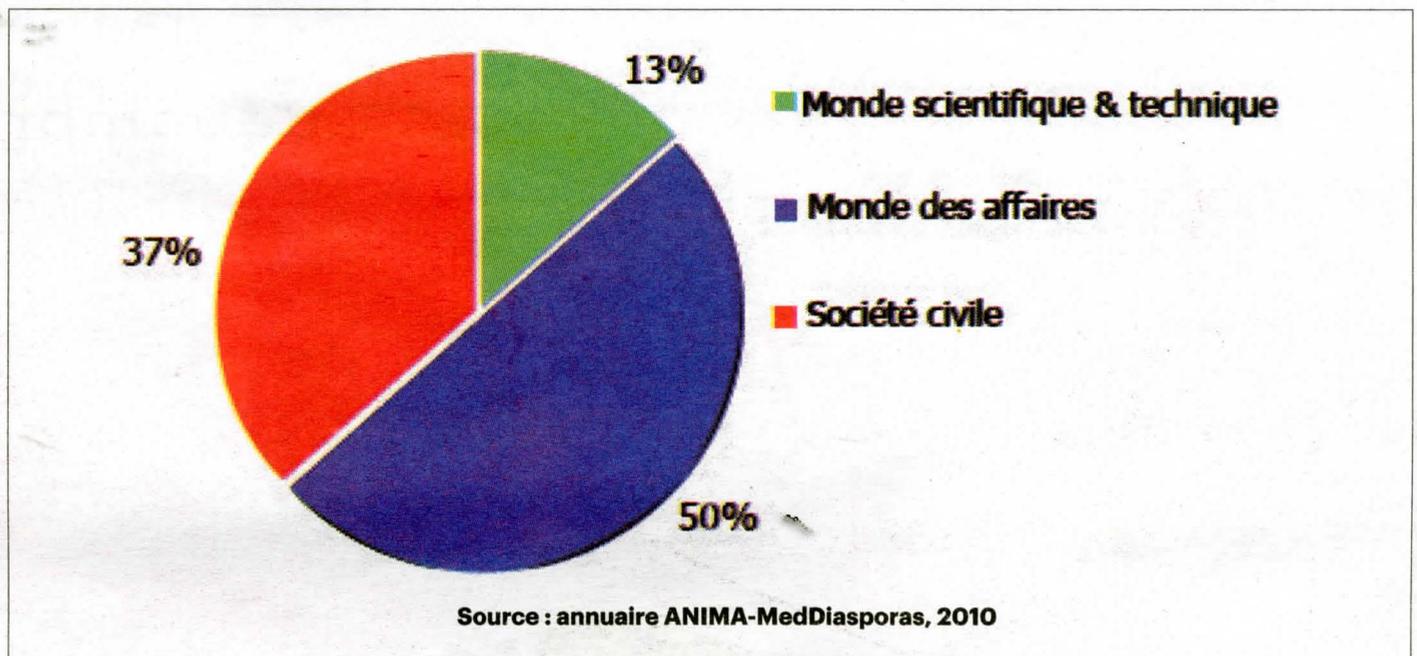
MOHAMED MOUNJID

MedDiasporas est le nouvel outil développé par ANIMA Investment Network, une plate-forme multi-pays de développement économique de la Méditerranée, en vue de mobiliser le potentiel des talents de la diaspora MED. Cette démarche passe par la mise en relation des réseaux de compatriotes qualifiés (région Med) à l'étranger et dont ANIMA en a recensé 470 tout au long des dix premiers mois de l'année en cours. Derrière cette démarche, l'ambition de déclencher une nouvelle dynamique dans les pays d'origine et ce, en concrétisant sur le terrain

« Une agence de développement économique peut-elle prétendre attirer des projets majeurs si elle n'est pas en mesure de servir d'abord les projets, même mineurs, de ses propres nationaux? »

des investissements productifs. La récente étude de ANIMA, «Diasporas : passerelles pour l'investissement, l'entrepreneuriat et l'innovation en Méditerranée », souligne que « le Maroc se taille la première marche du podium avec 73 réseaux de compétences ».

Mais force est de constater que malgré qu'un Marocain sur dix vive à l'étranger et



que le volume de transfert des MRE vers le pays dépasse les 8% du PIB, la part de ces derniers dans le tissu entrepreneurial est encore faible. Le rapport note que ces transferts de fonds se situent dans une fourchette allant de 2 à 20% du PIB pour les autres pays du bassin. En tout, ce sont quelque 14 milliards d'euros (virements officiels et informels) qui sont transférés depuis l'Europe vers les pays MED. L'étude souligne par ailleurs que le coût du transfert de cet argent reste extrêmement cher. « Les frais de transactions peuvent aller jusqu'à 16% du montant transféré », souligne l'étude.

Ces fonds, destinés principalement à des fins de consommation, sont rarement transformés en épargne longue dans les pays de la région. « Ils servent à améliorer l'éducation, la santé et les conditions de loge-

ment, et seule une faible part s'oriente vers des investissements productifs », note l'étude.

Toutefois, les opportunités d'investissement ne manquent pas. « À condition que la réintégration de ces migrants dans le jeu économique et politique soit assurée », souligne l'étude de ANIMA. La libéralisation de la vie politique en serait un levier. Dans un contexte tendu de crise économique, « la récupération » des talents de la diaspora représentent un nouvel enjeu économique pour les pays de la région Med.

Les initiateurs de l'étude se demandent si « une agence de développement économique peut prétendre attirer des projets majeurs, si elle n'est pas en mesure de servir d'abord les projets, même mineurs, de ses propres nationaux ». « Concevoir donc un tel projet

à l'échelle régionale relève d'un schéma complexe », soulignent les rédacteurs de l'étude. Preuve en est, la logique locale devrait dans un premier stade de développement primer sur celle régionale. « Offrir des perspectives de réinvestissement aux migrants relève d'une logique du local au local; la dimension euroméditerranéenne (un programme régional) n'a de sens que si elle entraîne, donne des exemples et diffuse les principaux résultats acquis ». Plus encore, les Méditerranéens sont fortement imprégnés par une conduite individualiste et croient « peu aux actions collectives ». C'est d'ailleurs l'objectif d'une telle étude, qui vise dans un premier temps à comprendre et analyser les différentes formules possibles mettant à contribution les réseaux de talents Med.